

## APPROVISIONNEMENT DES CITOYENS DURANT L'AÏD EL ADHA

## Benbada rassure mais avertit

**L'approvisionnement des citoyens durant la fête de l'Aïd El Adha sera assuré par des permanences commerciales identifiées et les commerçants concernés qui n'ouvrent pas seront sanctionnés, assure Mustapha Benbada.**

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le ministre du Commerce, qui était, hier, l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, rassure sur la disponibilité des produits de large consommation durant les jours de l'Aïd El Adha.

«Nous avons pris des dispositions», relève Mustapha Benbada qui fait état d'une note interministérielle adressée aux walis en vue d'«identifier les activités et les opérateurs économiques soumis à l'obligation d'assurer la permanence, établir des plannings des permanences des commerces de détail ou des unités de production liées à ce commerce et de notifier ces plannings aux concernés».

Selon le ministre du Commerce, des cellules de suivi ont été mises en place dans toutes les wilayas du pays, plus de 45 wilayas ont établi des plannings de permanences et plus de la moitié des walis du pays ont signé des arrêtés.

«Nous sommes en phase de notification aux concernés», précise Mustapha Benbada, confiant sur la réussite de cette opération menée, selon lui, «en étroite collaboration» avec

les professionnels et avec «l'adhésion totale de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA)».

Mais aussi dans la mesure où «il n'y aura pas de week-end prolongé comme ce fut le cas durant l'Aïd El Fitr», relève le ministre du Commerce. Persuadé au demeurant que les pouvoirs publics ont «amélioré» leur action sur le terrain, Mustapha Benbada précise néanmoins que «nous n'avons rien imposé. Nous avons juste

demandé aux professionnels de nous aider.

L'essentiel est d'assurer un service minimum et un approvisionnement régulier des citoyens». Toutefois, les commerçants portés sur les listes de permanences et qui n'ouvrent pas durant la fête de l'Aïd «seront sanctionnés», avertit M. Benbada qui évoque la fermeture de leurs commerces «pendant un mois».

Voire, le ministre du Commerce avertit de sanctions «pécuniaires» dans la mesure où «nous sommes en train d'amender la loi 04-08 relative aux pratiques commerciales pour aller vers des amendes», précise-t-il.

C. B.



Photo : Samir Sid.

Benbada confiant sur la réussite de cette opération.

## LE MINISTRE DU COMMERCE À PROPOS DE L'INFLATION :

## «La production et la consommation n'obéissent pas à la même logique»

**Pour le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, l'inflation que connaît le pays et qui est de l'ordre de 9,3% au premier semestre 2012, est due au fait que l'Algérie est soumise à une production saisonnière alors que la consommation est plutôt de logique annuelle.**

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Intervenant hier, lors d'un point de presse à Alger, le ministre du Commerce a eu recours à la théorie basique de l'offre et de la demande pour expliquer la hausse vertigineuse des prix des produits alimentaires.

«L'inflation se situe plus particulièrement dans les produits frais comme les fruits, les légumes et les viandes. Quand l'offre ne répond

pas à la demande, les prix s'affolent systématiquement.

Il faut savoir que nous sommes aujourd'hui confrontés à une production agricole saisonnière et une logique de consommation annuelle. Les Algériens exigent aujourd'hui des produits agricoles en dehors de leurs saisons de production», a-t-il indiqué.

Interrogé sur la part d'influence de la spéculation et du non-contrôle des circuits de distribution dans la hausse des prix, Benbada dira à ce propos : «J'admets que la spéculation influe sur l'instabilité des prix, mais il faut savoir que la spéculation est un phénomène qui n'intervient que lorsqu'il y a pénurie pour contribuer à l'amplifier.»

Le ministre a, par contre, fait remarquer que son département est sur le point d'établir un schéma national des activités commerciales.

Ce schéma permettra, selon Benbada, la mise en place d'un système de distribution identifié qui permettra d'ailleurs de contrôler le circuit.

Sur insistance des journalistes, le ministre a fini par admettre que son département ne dispose pas de tous les outils pour parer à la spéculation et contrôler les circuits de distribution. «Nous faisons avec les moyens du bord, mais il y a quand même une volonté et des efforts qui sont actuellement fournis pour redresser la situation», a-t-il conclu.

M. M.

## POUR BOOSTER LA PRODUCTION NATIONALE

## Sidi-Saïd plaide pour le retour du crédit à la consommation

**Le crédit à la consommation constitue-t-il le salut de la production nationale ? Syndicalistes et patronat sont unanimes à dire que le rétablissement du crédit à la consommation destiné «exclusivement» à la production nationale sera d'un «apport considérable pour la mise en exergue du produit national».**

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La visite effectuée hier par le secrétaire général de l'UGTA et le président du Cnes en compagnie de quelques responsables d'organisations patronales, à la foire de la production nationale, qui se tient à la Safex, était une opportunité pour relancer l'idée du rétablissement du crédit à la consommation.

Toutefois, pour Sidi Saïd, «s'il y a rétablissement de ce produit financier, il ne doit concerner que la production nationale, publique ou privée». D'ailleurs, l'idée est contenue dans le mémorandum élaboré conjointement par l'UGTA et le Cnes et remis au premier magistrat du pays. Dans le mémorandum en question, il a été proposé une panoplie de mesures pour «protéger le pouvoir d'achat des citoyens et favoriser le retour à la croissance économique, à l'ombre d'un allègement fiscal et l'orthodoxie financière».

Parmi ces mesures, la mise en place d'un label de la production nationale, la relance du crédit à la consommation pour les produits

ayant ce label, la facilitation de l'accès des PME aux marchés publics et la création d'une zone industrielle à vocation nationale réservée aux jeunes porteurs de projets.

Hier, lors d'un point de presse organisé en marge de sa visite, le secrétaire général de l'UGTA a longuement plaidé «pour la protection et le soutien de la production». A ce titre, il a invité les pouvoirs publics à «prendre les mesures appropriées à même de permettre au produit national de retrouver la place qui est la sienne».

«Il faut intégrer dans l'esprit des Algériens le concept de la consommation nationale. Aujourd'hui, je suis vraiment peiné de voir les Algériens consommer à hauteur de deux milliards de dollars en produits finis, alors que cet argent pouvait être destiné au financement des projets d'utilité de base», a indiqué Sidi Saïd.

C'est dans cette optique qu'il fera savoir que son organisation «défendra et proposera une batterie de mesures à même de soute-



Photo : Samir Sid.

nir la production nationale à travers notamment le rétablissement du crédit à la consommation».

Sur un autre plan, on indique que l'UGTA plaidera pour la réactualisation l'instruction n°1 du 7 janvier 1997 portant sur «la promotion de la production nationale». Elle demandera d'ailleurs au successeur d'Ahmed Ouyahia, à

la tête de l'Exécutif d'exiger des institutions de l'Etat et des entreprises nationales, toutes catégories et toutes activités confondues, de consommer production nationale.

La Centrale syndicale lui recommandera, ajoute-t-on «à court terme», que les productions des céréales, de lait, de rond à

béton, de médicaments de base «considérés comme productions ne nécessitant pas une maîtrise technologique importante et dont la consommation s'avère quasi inélastique, devraient faire l'objet d'une promotion rapide». Ceci engendrera, selon l'UGTA, une réduction de la facture.

A. B.